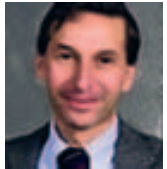


## A bout portant



Dick Howard

Politologue et philosophe,  
« distinguished professor »  
à l'Université Stony Brook (New York)

PROPOS RECUEILLIS PAR **LUIS LEMA**

Dick Howard est l'auteur de nombreux livres sur la vie politique américaine (dernier ouvrage publié en français: *La démocratie à l'épreuve*, Éd. Buchet Chastel). Très critique envers George Bush et le système qu'il a mis en place, le professeur le voit incapable de modifier sa politique.

**George Bush semble de plus en plus isolé. L'année qui se termine aura été celle du grand désaveu de sa politique par les Américains. Comment prépare-t-il sa rentrée, face à un nouveau Congrès démocrate ?**

On a toujours dit de George Bush qu'il ne lisait pas, qu'il n'a pas d'éducation. Or maintenant, il passera son temps à lire, surtout des biographies. Il lit particulièrement l'histoire de Truman, ce président qui a succédé à Roosevelt, et qui a lancé le plan Marshall. Mais surtout, c'est celui qui remportera les élections en 1948, alors que tout le monde le croyait politiquement mort. Embourbé dans la guerre de Corée, il a fini par être l'objet d'énormément de critiques. Mais aujourd'hui il est de nouveau très prisé: on lui concède d'avoir tenu le cap et d'avoir mené à bien la guerre froide. Bush pense avant tout à son héritage. Il veut

comparer la guerre contre le terrorisme à la guerre froide. Mais il y a un problème: l'Union soviétique était un ennemi clairement identifié. Ce n'est pas le cas du terrorisme: comment fait-on la guerre à une méthode ?

**Pourtant, autour de lui, les appels à un changement de politique se font de plus en plus pressants...**

Oui, mais il ne peut pas le suivre. On oublie le rôle des passions en politique. Tout le monde s'est montré bien naïf en pensant que la commission Baker-Hamilton allait offrir à Bush une porte de sortie. Non seulement, il ne veut pas, mais il ne peut pas sortir de sa logique, étant donné cette fixation qu'il porte à son héritage. Bush passera le borborygme à son successeur. Il espère que dans vingt ans, on le jugera différemment.

**La nouvelle majorité démocrate au Congrès ne va-t-elle pas changer la donne ?**

Je ne suis pas de ceux qui rappellent le temps où Bush était gouverneur du Texas (opposé à une majorité démocrate, NDLR) pour estimer qu'il saura « cohabiter » avec les démocrates. Le président des Etats-

Unis dispose d'un pouvoir structurel très fort. Mais le parlement représente aussi une opposition réelle, et non pas une simple figuration comme dans l'État du Texas. La situation n'est simplement pas comparable.

Ce qui me frappe le plus, cependant, c'est l'insistance avec laquelle s'est mis le président à annoncer des « sacrifices » pour l'année prochaine. Au lendemain du 11 Septembre, il nous appelait pourtant à revenir à notre vie ordinaire. Jusqu'ici, sa politique consistait plutôt à baisser les impôts, à ne jamais demander de sacrifices. Ce dont les gens ne se rendent pas compte, c'est qu'ils devront effectivement faire de très gros sacrifices, non pas à cause de la situation mondiale, mais à cause de la situation que Bush a provoquée. L'armée américaine est cassée, le fisc est cassé, l'Amérique risque de faire faillite et on n'en parle pas.

**Mais les critiques contre la guerre sont devenues très vives...**

Oui, mais en même temps, on se tromperait en disant que les démocrates ont gagné en novembre à cause de l'Irak. Le public a sanctionné (et c'est très sain) un pouvoir qui ne reconnaissait plus aucune limite.

Même si l'on fait abstraction de la guerre, on était déjà face à un gouvernement qui s'était donné comme objectif de centraliser le pouvoir. Dick Cheney, Donald Rumsfeld sont des gens qui ont travaillé dans le cabinet de l'ancien président Gerald Ford. Ils ont vu comment la présidence a été émasculée par le Congrès à la suite du scandale du Watergate et leur dessein a été d'œuvrer à reconstruire la présidence. Dans la foulée, il y a eu aussi, bien sûr, le 11 Septembre, et la nécessité affichée par la Maison-Blanche de « restaurer » les pouvoirs de la présidence. Mais à mon avis, cela s'inscrit dans un mouvement plus général. Pour moi, le moment clé de l'administration Bush, ce n'est pas la guerre en Irak, mais plutôt l'ouragan Katrina. Cet épisode a montré un système fondé sur l'incompétence, le copinage et la corruption. C'est à ce moment-là que les gens se sont rendu compte de l'hubris qui entourait ce gouvernement, pour reprendre le terme grec, de son incroyablement arrogante.

**Cette prise de conscience populaire vous incite-t-elle à l'optimisme ?**

Dans l'histoire américaine, il y a toujours eu un certain balancement

entre les pouvoirs. Par moments, les États fédéraux jouent un rôle central, ensuite c'est le Congrès, la présidence, la Cour suprême... À l'inverse de l'Europe, la volonté populaire américaine ne s'incarne nulle part. Ici, la souveraineté est toujours en jeu, y compris d'ailleurs à travers des mouvements de désobéissance civile. C'est un mécanisme qui maintient à vif l'esprit démocratique, qui garde en alerte ce que la philosophe Hannah Arendt appelait « le bonheur public ». Cela dit, je passe moi-même par des moments de profond pessimisme. Même si l'on croit à l'esprit démocratique de l'Amérique, il est difficile de ne pas penser que la présidence actuelle va objectivement rendre la situation très compliquée pour les dix ou quinze prochaines années.

**Comment sentez-vous l'état d'esprit du parti démocrate ?**

Son rôle a des limites. Souvenez-vous que Richard Nixon a été élu en 1968 avec la promesse qu'il avait un plan pour sortir du Vietnam. Or en 1973, malgré la volonté du Congrès, le pays est toujours dans la guerre. Cela dit, les démocrates me semblent bien jouer aujourd'hui. Ils ne prônent pas la radicalité mais vont plutôt mettre en lumière

les erreurs commises. Je fais souvent la distinction entre une politique du jugement et une politique de la volonté. Le 11 Septembre a créé chez les Américains le sentiment qu'ils devaient s'unir dans une même volonté face aux menaces de l'extérieur. Bush a joué sur l'anxiété liée au terrorisme pour faire taire toute pluralité de jugement. Mais aujourd'hui, il n'y a plus cette obligation de fusion, d'autres jugements peuvent enfin surgir.

**Un personnage comme le sénateur Barack Obama, probable candidat démocrate, incarne-t-il cette politique de jugement ?**

Je ne suis pas un pro-Obama absolu. Le danger, c'est qu'il représente une contre-unité, mais toujours une unité, plutôt qu'un respect de la pluralité des opinions. La démocratie, c'est un jeu dangereux, c'est accepter de vivre l'incertitude. Pour revenir à Hannah Arendt, je dirais qu'il est toujours dangereux de prétendre détenir une philosophie politique. Il faut savoir donner sa place à l'événement, aux péripéties dont les démocraties sont faites. Je dirais que pour moi, le meilleur homme politique est celui qui est capable de dire aux électeurs: « Je ne sais pas. » ■

## Carte blanche

**Damien Millet**, président du CADTM France (1), coauteur de la BD « Dette odieuse » (2)  
**Eric Toussaint**, président du CADTM Belgique, auteur de « Banque mondiale: le coup d'État permanent » (3)

Argentine, on a beaucoup parlé de toi depuis cette nuit du 19 au 20 décembre 2001 où, après trois ans de récession économique, ton peuple s'est soulevé contre la politique néolibérale menée par le gouvernement de Fernando De la Rúa et son funeste ministre de l'Économie, Domingo Cavallo. Tu as montré que l'action des citoyennes et des citoyens peut infléchir le cours de l'Histoire.

Argentine, l'enchaînement qui a abouti à la révolte de fin 2001 a commencé par la décision du Fonds monétaire international (FMI) de ne pas te verser un prêt prévu alors que tes dirigeants avaient toujours appliqué les mesures impopulaires que le FMI exigeait. De la Rúa a réagi en bloquant les comptes bancaires des épargnants, et spontanément, ta classe moyenne est descendue dans la rue, rejointe par les « sans » (les sans-emploi, les habitants des bidonvilles, une majorité de tes pauvres). Le 27 décembre 2006, ta Cour suprême a d'ailleurs ordonné aux banques d'accorder une indemnisation totale à ces épargnants floués.

Argentine, il y a tout juste cinq

ans, trois présidents de la République se sont succédé en quelques jours: De la Rúa a fui le 21 décembre 2001, et son successeur, Adolfo Rodríguez Saa, a lui-même été remplacé par Eduardo Duhalde le 2 janvier 2002. Tu as décrété la plus importante suspension de paiement de la dette extérieure de l'Histoire, pour environ 100 mil-

**Les régimes qui ont suivi (Videla) ont bradé une grande part du patrimoine national et contracté de nouvelles dettes**

liards de dollars, tant envers les créanciers privés qu'envers les pays riches regroupés au sein du Club de Paris (4); des centaines d'usines, abandonnées par leur propriétaire, ont été occupées et l'activité a été relancée sous la conduite des travailleurs; tes sans-emploi ont renforcé leur capacité d'action dans le cadre des mouvements « piqueteros »; ta monnaie a été très fortement dévaluée; tes citoyens ont créé des monnaies locales et ont crié à tes politiciens une revendication unanime: « Que se vayan todos! » (« Qu'ils s'en aillent tous! »)

Argentine, après un quart de siècle

## Toi, Argentine, cinq ans après...

d'accord continu entre le FMI et tes autorités (de la dictature militaire entre 1976 et 1983 au gouvernement De la Rúa en passant par le régime corrompu de Carlos Menem), tu as démontré qu'un pays pouvait cesser de rembourser la dette de manière prolongée sans que les créanciers soient capables d'organiser des représailles efficaces. Le FMI, la Banque mondiale, les gouvernements des pays les plus industrialisés, les grands médias avaient annoncé que le chaos s'installerait. Or qu'est-il arrivé? Loin de sombrer, tu as commencé à te redresser.

Argentine, ton président élu en mai 2003, Nestor Kirchner, a défié les créanciers privés en leur proposant d'échanger leurs titres contre de nouveaux de moindre valeur. Après de longues négociations achevées en février 2005, 76% d'entre eux ont accepté de renoncer à plus de 60% de la valeur des créances qu'ils détenaient. Le monde avait les yeux braqués sur toi et tu as fait la démonstration qu'un peuple pouvait dire non.

Argentine, la suite de l'histoire est bien plus décevante. Car cet accord a finalement marqué la reprise des remboursements envers les

créanciers privés. De plus, voici exactement un an, ton gouvernement remboursait de manière anticipée la totalité de ta dette envers le FMI: 9,8 milliards de dollars en tout. D'accord, tu as économisé 900 millions de dollars sur les intérêts, mais ceux qui ont décidé cela ont fait preuve d'une amnésie très grave.

La dictature du général Videla, soutenue par le FMI et les grandes puissances, avait utilisé la dette afin de renforcer son pouvoir, d'enrichir ses dirigeants et d'arrimer le pays au modèle dominant. Pour rembourser, les régimes qui ont suivi ont bradé une grande part du patrimoine national et ont contracté de nouvelles dettes qui sont elles aussi odieuses. De surcroît, l'obtention de ces nouveaux prêts a été conditionnée à l'application de mesures de libéralisation massive, de privatisation systématique et de réduction des budgets sociaux.

Argentine, tes dirigeants avaient pourtant mieux à faire et cet exemple aurait pu faire école sur tous les continents! Ils auraient pu rompre les accords avec le FMI et la Banque mondiale. Ils auraient pu s'appuyer sur la sen-

tence Olmos, prononcée par la Cour fédérale de justice, et avancer de solides arguments juridiques pour décréter que la dette est odieuse et n'a pas à être remboursée.

Argentine, nous sommes interloqués d'apprendre que tes autorités négocient actuellement avec le Club de Paris, ce scandale institutionnel réunissant chaque mois à huis clos les représentants de 19 pays riches au sein du ministère français de l'Économie.

Tu sais sans doute que ce Club très secret a pour but de contraindre les pays en développement surendettés à rembourser leur dette au maximum, sans tenir compte des conséquences sociales. Tu lui dois 6,3 milliards de dollars, mais une fois encore, cette dette n'a pas profité à ton peuple.

Au contraire, les pays du Club de Paris, le FMI, la Banque mondiale, les grandes multinationales l'ont utilisée pendant des décennies pour t'opprimer, pour que tes responsables leur livrent tes services publics privatisés, dérèglement ton économie et fassent preuve de la plus grande docilité alors que dans le même temps, tes budgets sociaux étaient sévèrement

amputés. Le film *La dignité du peuple*, de ton compatriote Fernando Solanas, montre bien les situations de pauvreté extrême auxquelles tout cela a conduit.

Argentine, ton président doit choisir entre servir ton peuple et servir tes créanciers. Malheureusement, il rentre dans le rang, il est même allé symboliquement à la Bourse de New York en septembre dernier pour donner le coup de cloche inaugural.

Du coup, les montants que tu vas rembourser dans les prochaines années rendront impossible la mise en place d'une politique alternative au modèle néolibéral. Tes demandes sociales, pourtant justes, ne pourront pas être satisfaites tant que tu ne répudieras pas cette dette.

Argentine, voici cinq ans, tes manifestants indiquaient une autre direction qui peut modifier durablement la situation au bénéfice des peuples. Aujourd'hui encore, c'est celle-là que nous voulons. ■

- (1) Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)
- (2) CADTM/Syllepse, 2006.
- (3) CADTM/Syllepse/Cetim, 2006.
- (4) [www.clubdeparis.fr](http://www.clubdeparis.fr).

## LE SOIR

**SA ROSSEL ET C<sup>e</sup>**  
Rue Royale, 120  
1000 Bruxelles  
Président  
et éditeur responsable  
**Patrick Hurbain**  
Administrateur délégué  
**Bernard Marchant**  
  
**Administration générale**  
Rue Royale, 120  
1000 Bruxelles  
Tél.: 02-225.55.55

**JOURNAL LE SOIR**  
Directeur général  
**Daniel Van Wylick**  
Rédactrice en chef  
**Béatrice Delvaux**  
Secrétaire général  
**Benoît Senden**  
Rédacteur en chef adjoint  
**Luc Delfosse**  
Chefs des éditions  
**Eric Doffet**  
**Thierry Fiorilli**  
**Philippe Laloux**

**Rédaction centrale**  
Rue Royale, 120  
1000 Bruxelles  
Tél.: 02-225.54.32  
Téléfax: 02-225.59.14  
ou 02-225.59.10  
**Courrier des lecteurs**  
Rue Royale, 120  
1000 Bruxelles  
Téléfax: 02-225.51.31  
E-mail: [forum@lesoir.be](mailto:forum@lesoir.be)

**Agenda du MAD**  
Téléfax: 02-225.59.14  
E-mail:  
[agenda.mad@lesoir.be](mailto:agenda.mad@lesoir.be)  
**Le Soir en ligne (internet)**  
<http://www.lesoir.com>  
Tél.: 02-225.53.12  
E-mail: [internet@lesoir.be](mailto:internet@lesoir.be)  
**Rédaction de Paris**  
Avenue F. Faure, 133  
F-75015 Paris  
Tél.: +33-1-40.60.72.41  
Téléfax: +33-1-40.60.72.45

**Photothèque**  
Rue Royale, 120  
1000 Bruxelles  
Uniquement sur  
rendez-vous, du lundi  
au vendredi de 8 h 30  
à 15 h 30  
Tél.: 02-225.52.39  
Téléfax: 02-225.59.20  
E-mail:  
[phototheque@lesoir.be](mailto:phototheque@lesoir.be)

**PUBLICITÉ**  
VIA ROSSEL  
Rue Royale, 120  
1000 Bruxelles  
CCP de Rosset et C<sup>e</sup>  
000-0005675-49  
**Annonces téléphonées**  
Tél.: 02-225.55.00  
Téléfax: 02-225.59.06  
E-mail:  
[annonces.tel@lesoir.be](mailto:annonces.tel@lesoir.be)  
**Annonces - Publicité**  
Tél.: 02-225.55.55  
Téléfax: 02-225.59.08  
ou 02-225.59.00

**ABONNEMENTS**  
Rue Royale, 120  
1000 Bruxelles  
Tél.: 02-225.53.10  
Téléfax: 02-225.59.01  
E-mail:  
[abonnements@lesoir.be](mailto:abonnements@lesoir.be)  
**Chèques-échange**  
3 mois (75 chèques)  
EUR 72,00  
**Abonnements**  
3 mois EUR 65,00  
6 mois EUR 126,00  
12 mois EUR 230,00  
Compte ING  
n° 310-0496377-17

**ŒUVRES DU SOIR**  
**ASBL**  
Rue Royale, 120  
1000 Bruxelles  
Tél.: 02-225.52.21  
Téléfax: 02-225.50.25  
E-mail: [oeuvres@lesoir.be](mailto:oeuvres@lesoir.be)  
**Dons aux Œuvres du Soir ASBL**  
Compte ING  
n° 310-1041172-60  
(Exonération fiscale à partir de 30 euros par an.)

**VENTES**  
Rue Royale, 120  
1000 Bruxelles  
Tél.: 02-225.52.84  
Téléfax: 02-225.52.14  
E-mail: [ventes@lesoir.be](mailto:ventes@lesoir.be)  
**Distributeurs automatiques**  
EUR 1,00  
**Prix de vente à l'étranger**  
Allemagne EUR 2,00  
Chypre CYP 1,60  
Croatie HRK 25,00  
Espagne EUR 1,90  
France EUR 1,90  
G.-d. de Luxemb. EUR 1,10  
Grande-Bretagne GBP 1,30  
Grèce EUR 1,90

Italie EUR 1,90  
Irlande EUR 3,40  
Maroc MAD 25,00  
Républ. tchèque CZK 70,00  
Suisse CHF 4,00  
Tunisie TND 3.500,00  
Turquie YTL 5,00  
**N° commission paritaire**  
France 0708 U 83380

**MARKETING ET COMMUNICATION**  
Rue Royale, 120  
1000 Bruxelles  
Tél.: 02-225.55.47  
Téléfax: 02-225.59.19